

Jean-Pierre Cabestan

## Les multiples facettes du nationalisme chinois

### Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

### Référence électronique

Jean-Pierre Cabestan, « Les multiples facettes du nationalisme chinois », *Perspectives chinoises* [En ligne], 88 | mars-avril 2005, mis en ligne le 01 avril 2008, consulté le 23 juillet 2015. URL : <http://perspectiveschinoises.revues.org/739>

Éditeur : Centre d'Études Français sur la Chine contemporaine

<http://perspectiveschinoises.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://perspectiveschinoises.revues.org/739>

Document généré automatiquement le 23 juillet 2015. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

© Tous droits réservés

Jean-Pierre Cabestan

## Les multiples facettes du nationalisme chinois

- 1 Le nationalisme chinois est une réalité plus ambiguë qu'il n'y paraît. Son existence est indéniable. Sa force et sa vivacité sont grandes, comme l'ont montré ces dernières années les manifestations contre le bombardement américain de l'ambassade de Chine à Belgrade (mai 1999), l'incident de l'EP3 (avril 2001), les dénonciations des visites du Premier ministre japonais au sanctuaire de Yasukuni, les critiques virulentes proférées contre les dirigeants taiwanais, de Lee Teng-hui à Chen Shui-bian, ou plus récemment les violences anti-japonaises (avril 2005) et plus généralement l'ambition de faire de la Chine non seulement une grande puissance économique et militaire mais la première puissante du monde devant les États-Unis. Le nationalisme semble constituer aujourd'hui la valeur la mieux partagée de la société comme du pouvoir chinois et ce dernier le sait, qui l'a largement instrumentalisé dans le but de renforcer sa main face à ses principaux partenaires étrangers et aussi d'empêcher toute « évolution pacifique » du régime vers la démocratie.
- 2 Et pourtant, en même temps, motivés par l'intérêt, de multiples actes internationaux du gouvernement de Pékin, et de nombreuses expressions de la société, sont restés hermétiques à ce sentiment nationaliste. L'ouverture de l'économie et de la société chinoise sur l'extérieur, la mise en place de liens diplomatiques et commerciaux étroits avec les puissances qui justement avaient autrefois « humilié » la Chine (États-Unis, Japon, Grande-Bretagne, Allemagne, France, etc.), l'accession de Pékin à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et l'acceptation (certes provisoire) d'une forme de statu quo dans le détroit de Formose, attestent d'une certaine « mise sous contrôle » des émotions nationalistes qui peuvent traverser les cercles dirigeants et les élites intellectuelles. De même, au sein du corps social chinois, la recherche de la réussite individuelle, la volonté — et peut-être plus encore la possibilité — de s'enrichir et d'améliorer son niveau de vie, la montée en puissance du provincialisme et du localisme, la fascination face à une Amérique à la fois puissante et prospère, l'attrance pour une modernité souvent synonyme d'*American way of life*, et la curiosité générale pour un monde extérieur pendant longtemps interdit — l'essor du tourisme chinois à l'étranger en témoigne — et l'émigration de millions de Chinois vers le monde développé trahissent sinon une absence, du moins une faiblesse relative du nationalisme. Cette attitude a conduit un certain nombre d'auteurs à forger le concept de « nationalisme pragmatique »<sup>1</sup>.
- 3 En outre, le 11 septembre 2001 et la lutte mondiale contre le terrorisme ont contribué à créer des solidarités entre les gouvernements chinois et occidentaux, solidarités qui ont aussi atténué, du moins jusqu'au printemps 2005, les manifestations les plus spectaculaires et extrêmes du nationalisme chinois. Enfin, ces dix dernières années ont mis au jour un spectre plus large qu'on pouvait auparavant le penser des comportements internationaux du pouvoir comme de la société chinoise, mettant en perspective la nature et l'ampleur du nationalisme chinois et permettant de mieux distinguer les temps ordinaires des moments brefs – mais intenses et émotionnels – de manifestation plus ou moins spontanée de ce nationalisme.
- 4 Si le nationalisme chinois, pour des raisons qui tiennent à l'histoire de la Chine, est à bien des égards spécifique, car fondé sur ce qui est perçue comme une humiliation (xiuru) passée, il traduit depuis le début de l'époque contemporaine, c'est-à-dire la Guerre de l'Opium (1840), un profond sentiment d'insécurité. Toutefois, par-delà ce sentiment d'insécurité, plusieurs formes de nationalisme cohabitent dans ce pays comme dans tout autre.
- 5 C'est d'abord un nationalisme officiel, inspiré par l'idéologie communiste et le souci du Parti communiste (PC) de maintenir son monopole sur la chose politique : celui-ci est synonyme en Chine de « patriotisme ».
- 6 C'est aussi un « nationalisme revanchard » et aux tendances racistes, diffusé au sein de la société par les segments les plus anti-étrangers des élites chinoises — la « nouvelle gauche » notamment — qui s'appuient sur la méconnaissance populaire de l'étranger et sa méfiance

traditionnelle à son égard pour propager leurs idées. Plus fondé sur le besoin de laver les humiliations passées que sur une analyse rationnelle de la réalité, influencé par le patriotisme communiste mais l'outrepasant, ce nationalisme fut particulièrement influent au cours de la seconde partie des années 1990. Ses manifestations ont pris la forme plus souvent de bouffées d'émotions et de violences anti-étrangères que d'un discours construit et d'une action cohérente. Stimulé par les élites proches du pouvoir, il a été à nouveau instrumentalisé par ce dernier au printemps 2005.

- 7 L'on peut se demander enfin s'il n'existe pas un autre nationalisme chinois, un nationalisme qui tire sa légitimité à la fois de la spécificité culturelle et de la réalité économique et sociale chinoises actuelles sans pour autant rejeter a priori l'influence étrangère. Cherchant certes à moderniser la Chine et à lui faire retrouver la place et l'influence qui lui reviennent au sein de la communauté internationale tout en préservant sa culture, ce nationalisme se veut moins agressif et plus pacifique, marquant une volonté de favoriser les convergences, en particulier politiques, avec le reste du monde. Symbolisé par le concept, cher à Hu Jintao, d'« émergence pacifique » de la Chine, ce nationalisme peut-il, à terme, accoucher d'un nationalisme démocratique, à la fois mesuré, ouvert, et soucieux de défendre non seulement les intérêts de la nation chinoise mais aussi ceux des hommes et de femmes qui y appartiennent ? Ce nationalisme n'est-il pas le seul à même d'exprimer le véritable consensus idéologique de la société, loin des manipulations d'élites politiques et intellectuelles mues avant tout par l'ambition et les luttes de pouvoir ?

## Un nationalisme élitiste de grande puissance déchu et humiliée

- 8 Il est communément admis que le nationalisme chinois n'a pris forme qu'en réaction au choc d'un contact forcé avec l'Occident, à la suite de la Guerre de l'Opium (1840). Il est vrai qu'avant ce tournant historique, la Chine était beaucoup plus un empire qu'un Etat-nation, une civilisation, une culture dominée par une race ( zu ) – les Han – plutôt qu'une société soudée autour d'un projet national et a fortiori autour d'une citoyenneté moderne. C'est la raison pour laquelle plusieurs sinologues ont opposé le « culturalisme » des Chinois d'hier au nationalisme des Chinois d'après 1840<sup>2</sup>. Et de fait, en dépit de contacts antérieurs avec l'extérieur, notamment la Russie, c'est cette date emblématique qui a véritablement transformé l'Empire chinois en Etat moderne, et la Chine en nation, confirmant ainsi les thèses d'Ernest Gellner ou d'Eric Hobsbawm sur le rôle déterminant exercé par l'Etat sur la construction nationale et par conséquent la formation du nationalisme<sup>3</sup>.
- 9 Mais la principale spécificité de la Chine impériale n'est peut-être pas là : de nombreuses sociétés non-occidentales ne possédaient pas les caractéristiques des vieilles nations européennes (en particulier de la France et de l'Angleterre) tout en étant soudées autour d'une appartenance raciale claire et spécifique, bref un nationalisme ethnique ou « objectif », qui, au contact de l'Occident ne pouvait que s'exacerber. Sur ce dernier point, l'on pense au Japon ou à la Corée — dans les langues de ces pays comme en chinois, la notion de nationalisme (minzuzhuyi), introduite au XIXe siècle inclut l'idée de race (minzoshugi en japonais et minjokchuyi en coréen)<sup>4</sup>. Ces nations constituaient donc également à leur manière des « communautés imaginées » pour reprendre la formule classique de Benedict Anderson<sup>5</sup>. En outre, en Occident aussi, le nationalisme « subjectif », en tant que sentiment et mouvement est un phénomène guère antérieur au nationalisme chinois moderne, directement provoqué par la consolidation des Etats, la délimitation des frontières et les bouleversements idéologiques du XVIIIe siècle<sup>6</sup>.
- 10 La spécificité du nationalisme chinois provient de la position dominante quasi-permanente occupée par l'Empire chinois au sein du monde avec lequel il entretenait des relations avant 1840. Pour celui-ci, tombé de son piédestal, le choc avec l'Occident n'en a été que plus durement ressenti, l'humiliation provoquée plus profonde, la capacité de résistance de la Chine aux idées extérieures nettement plus forte, faisant échouer de nombreuses réformes à la fin de l'ère mandchoue, au moment même où le Japon de Meiji, devenu élève de l'Europe après avoir été élève de la Chine, se modernisait tant sur le plan économique qu'en matière

politique et institutionnelle. L'on sait que les nationalistes chinois, et en particulier le PC, continuent aujourd'hui d'accuser l'impérialisme occidental d'être le principal responsable de ces échecs, en particulier en imposant des traités inégaux à leur pays, alors que l'ensemble de l'historiographie a démontré que l'affaiblissement de l'Empire précédait 1840 et était dû à de multiples causes internes (en particulier le doublement de la population entre 1700 et 1800). Mais ce qu'il est intéressant de relever ici est le caractère fondateur de ce choc de 1840 dans le débat sur le nationalisme chinois. Ce débat oppose depuis lors les tenants de la résistance à l'Occident aux partisans de la modernisation par l'introduction, non seulement des sciences et des techniques occidentales, mais aussi des idées, des modes d'organisation (institutions politiques, droit) et de gestion de ce même Occident.

- 11 La seconde spécificité que nous prenons le risque d'avancer est le rôle primordial joué en Chine par les élites politiques et intellectuelles dans la formation du nationalisme contemporain. Comme l'ont montré Wilfredo Pareto ou Roberto Michels, la part prise par les élites dans la conceptualisation, la manipulation et la propagation de cette idéologie est universellement importante. En dépit de la pertinence des travaux de Pierre Birnbaum ou d'Ezra Suleiman sur les élites en France, cette influence tend à s'accroître à mesure que le régime considéré s'éloigne de la démocratie pour pencher vers l'autoritarisme. Le caractère élitiste des sociétés asiatiques et surtout confucéennes, par exemple la japonaise et la coréenne, confère aux élites une influence spécifique dans cette entreprise. Et comme on va le voir, certains mouvements nationalistes survenus après 1840 en Chine — les Taiping et les Boxeurs — n'ont pas été entièrement l'apanage de « contre-élites » mais de couches de la société qui voyaient dans l'emprise étrangère — les Mandchous et les Occidentaux, respectivement — la source de leurs maux. Mais l'hypothèse que nous voudrions avancer ici, et qui semble se confirmer en Chine populaire aujourd'hui, est à la fois le quasi-monopole exercé par les élites dans la formation du nationalisme et la faible interaction entre celles-ci et le reste de la société qui, structurée autour d'obligations familiales et personnelles, demeure, sauf en période de crises majeures (la guerre sino-japonaise et encore), relativement hermétique à cette idéologie et surtout à sa traduction dans l'action<sup>7</sup>. Reflet de la relation distanciée entre l'Etat et la société en Chine, ce fossé est bien moins évident ailleurs, notamment au Japon ou en Corée. Cette spécificité favorise une plus forte manipulation du nationalisme par les élites, et en particulier par celles qui interagissent de manière privilégiée avec le pouvoir.

## La diversité des réponses nationalistes aux problèmes de la Chine

- 12 La binarité apparente des choix proposés par les élites chinoises après 1840 — résister à l'Occident ou se mettre à son école — n'a pas conduit à une monopolisation mécanique du nationalisme par les détracteurs dudit Occident. Au contraire, ce que montre un siècle et demi d'histoire contemporaine de la Chine est la grande diversité des discours et des projets politiques et économiques nationalistes que ce pays a secrétés. Il n'est que d'évoquer brièvement les débats qui ont animé les élites de la fin de l'ère mandchoue (1644-1911) et la manière dont ceux-ci ont structuré les forces politiques de la période républicaine (1912-1949) pour s'en convaincre.
- 13 Contrainte malgré elle à l'ouverture, soumise au régime des « traités inégaux », des zones d'influence et des concessions étrangères, la Chine d'après 1840 — et une fois encore avant tout ses élites — ne pouvaient qu'être unanimement nationalistes et anti-occidentales. Mais en même temps, ce nationalisme n'était pas uniquement tourné contre les puissances européennes : il avait aussi pour cible le pouvoir « étranger », c'est-à-dire non-han, qu'était la dynastie mandchoue, et militait pour la restauration des Ming ; comme l'a montré la révolte des Taiping (1851-1864), il pouvait à la fois s'inspirer des religions occidentales, en l'occurrence le christianisme, et se montrer profondément xénophobe. Et après l'humiliante défaite militaire contre le Japon en 1895, il fut nourri à la fois par une jalousie tenace envers ce pays et une volonté très forte d'apprendre auprès de lui. Et surtout, la réaction nationaliste à la domination occidentale fut dès le départ plurielle.

- 14 A une extrémité du spectre, sous le choc de l'Occident et du Break up of China (1898), c'est-à-dire de la course aux concessions, se forma un « nationalisme primitif », rural, populiste et fondé sur une « conscience ethno-culturelle » dont la révolte des Boxeurs (1900) fut la manifestation la plus connue<sup>8</sup>. Cette révolte, pétrie de religions et de croyances populaires millénariste, consolida une tradition nationaliste xénophobe, raciste et surtout anti-occidentale, y compris par son anti-christianisme. Sanctifié par le PC, le mouvement Boxeur connut un certain prolongement au cours de la période maoïste, et en particulier de la Révolution culturelle (quoique, souvent issus de la nomenklatura, les gardes rouges puissent être assimilés à une « contre-élite » désireuse d'instrumentaliser, à des fins uniquement politiques et personnelles, leur rejet de l'étranger). Et si les manifestations de nationalisme qui se sont fait jour depuis la réouverture de la Chine en 1979 n'ont jamais atteint à nouveau ce degré de fanatisme ou de xénophobie, l'on ne peut parier sur la disparition de cette tradition, en particulier au sein des élites. En effet, en dépit d'une certaine évolution de l'historiographie, non seulement le pouvoir chinois actuel continue de considérer les Boxeurs comme des héros nationalistes et de propager cette idée dans les manuels scolaires du pays, mais les nombreux laissés-pour-compte de la croissance — si certains segments des élites se plaisent à les manipuler et à les mettre au service de leurs ambitions politiques — peuvent très bien à l'avenir trouver dans la population expatriée en Chine les boucs émissaires les plus évidents de leur infortune.
- 15 Juste à côté de ce courant, se trouve une tradition nationaliste « instrumentaliste » qui a constamment cherché à n'introduire en Chine que les « recettes » occidentales de nature à renforcer l'Etat dans le seul but de permettre à ce dernier de mieux résister à la fois à la domination et aux idées extérieures. Incarnée au XIXe siècle par Zhang Zhidong, qui n'entendait n'adopter que les sciences et les techniques européennes afin de maintenir « le savoir chinois comme substance » (zhongxue wei ti), ou par l'homme d'Etat Li Hongzhang, cette tradition conservatrice est partisane du maintien d'un confucianisme sans faille et opposé à une quelconque ouverture sur l'Occident. Elle alimenta directement l'échec de la prudente réforme des Cent Jours de 1898 lancée par Kang Youwei et Liang Qichao. Elle influença également de nombreux réformateurs et constitutionnalistes chinois du début du XXe siècle qui considéraient le droit et les institutions politiques plus comme des armes au service de la consolidation et la modernisation de l'Etat que comme un ensemble de valeurs destinées à garantir les droits de citoyens face à l'Etat<sup>9</sup>.
- 16 Cette tradition a longtemps été entretenue par le PC. De fait, la fondation de la République populaire en 1949 permit à ce type de nationalisme, officiellement anti-confucéen et modernisateur, mais en réalité idéologiquement conservateur et favorable au maintien d'une société rurale traditionnelle, de s'imposer pendant plus de trente ans. L'alliance avec l'Union soviétique, puis la brouille avec ce pays conduisirent la Chine de Mao Zedong à n'accepter qu'au compte-goutte les techniques et les modes d'organisation occidentaux, instaurant de fait un isolement nationaliste qui semblait renouer avec l'Empire d'avant 1840. Si ce courant de pensée est aujourd'hui affaibli, l'on aurait tort de penser qu'il a disparu tant il demeure présent au sein du Parti communiste de Deng Xiaoping, de Jiang Zemin et de Hu Jintao et contribue à en expliquer les ambiguïtés persistantes face à l'Occident<sup>10</sup>.
- 17 Un troisième courant s'articule autour de ce qu'Yves Chevrier appelle le « nationalisme modernisant de l'élite réformiste ». Son premier et principal promoteur fut sans doute à la fin du XIXe siècle Kang Youwei, l'un des artisans de la réforme de Cent Jours. Favorable à l'étude non seulement des techniques mais aussi des idées occidentales, Kang n'en était pas moins partisan d'un confucianisme rénové. S'il espérait en 1898 introduire en trois ans les réformes, notamment institutionnelles, que le Japon de Meiji avait mises en œuvre en trente ans, il n'entendait pas pour autant remettre en cause l'héritage confucéen de son pays, s'efforçant, à travers des réformes décidées d'en-haut, à instaurer un utopique consensus, la grande unité (datong). L'on est aujourd'hui frappé des similitudes entre les idées et les projets de Kang et ceux de Deng, de Jiang ou même de Hu. Ces trois dirigeants sont indéniablement modernisateurs, et réformistes également. Toutefois, la réhabilitation officielle du confucianisme à laquelle ils ont présidé à partir de 1979, leur mise à l'honneur de la morale

traditionnelle et de la vertu (de), au même titre que « l'Etat de droit socialiste » et la protection des droits de l'homme, et leur volonté de maintenir le rôle dirigeant du PC, à leurs yeux seul garant du consensus social (grâce notamment à la théorie des « trois représentations »), trahissent une résistance nationaliste à la mondialisation des idées et à la démocratisation<sup>11</sup>. Moins anti-occidental que les précédents, ce nationalisme n'en cherche pas moins à opposer la voie choisie par la Chine à celle suivie par l'Occident. Il reste par conséquent souvent instrumentalisé pour renforcer l'unité de la société autour du pouvoir politique et défendre les intérêts internationaux de ce pays.

18 Enfin, il existe en Chine un nationalisme globalement pro-occidental. En dépit de ses ambiguïtés, Yan Fu (1852-1921) est l'un des premiers et meilleurs représentants de ce courant<sup>12</sup>. Ayant fait connaître à ses compatriotes les plus grands penseurs politiques occidentaux (dont John Stuart Mill et Montesquieu), Yan éleva le système parlementaire britannique en modèle pour son pays. S'il influença les communistes et en particulier Mao Zedong, il marqua surtout de son empreinte la tradition nationaliste démocratique incarnée par Sun Yat-sen, Hu Shi et Lu Xun. Certes, Yan puis après lui Sun estimaient qu'il fallait avancer avec prudence et préparer le peuple par l'éducation, donc par des méthodes une fois encore confucéennes, à la démocratie. C'est ainsi que Yan apporta à la fin de sa vie son soutien à la dictature de Yuan Shikai (1912-1916) et que Sun, après l'échec de la révolution de 1911, conçut l'instauration en trois étapes d'un gouvernement constitutionnel ( xianzheng) — celui-ci devant être précédé par un gouvernement militaire ( junzheng), puis par une tutelle politique ( xunzheng) du Kuomintang (KMT), le Parti nationaliste, sur la société.

19 Néanmoins, tout en cherchant à valoriser ce qui dans la tradition chinoise pouvait favoriser la modernisation du pays, ce nationalisme s'inspirait largement de l'Occident. Sun Yat-sen institua, au début de l'ère républicaine, les « trois principes du peuple » : nationalisme ( minzuzhuyi), démocratie ( minquan) et bien-être du peuple ( minsheng). De même, il proposa la mise en place d'institutions politiques démocratiques et élues — les cinq Yuan ou Conseils — qui combinaient la séparation des pouvoirs des Lumières (les trois pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire) à la tradition administrative chinoise (les pouvoirs d'examen, issu des concours impériaux, et de contrôle, inspiré par le censorat). Si ses successeurs, en particulier Tchang Kaï-shek, purent être un temps séduit par l'anticolonialisme de l'Union soviétique ou le militarisme de l'Allemagne, ils se tournèrent avant tout vers l'Occident pour moderniser leurs institutions, leur droit, leur économie et leur système éducatif. Et, partie prenante au mouvement nationaliste du 4 mai 1919, c'est-à-dire à la protestation des élites et des étudiants chinois contre la décision du Traité de Versailles de transférer au Japon les anciennes possessions allemandes en Chine, le Kuomintang contribua largement au démantèlement des concessions, devenu définitif en 1943, et plus généralement à la réintégration de la nation chinoise au sein des grandes puissances du monde. C'est en partie grâce à ces efforts qu'en 1945, à l'issue de la deuxième guerre mondiale et du conflit sino-japonais, la Chine devint, avec le soutien des Etats-Unis, membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU.

20 Il est clair qu'accordant la priorité au renforcement du pouvoir central de Nankin, la capitale de la République de Chine à partir de 1928, et à la mise au pas des potentats locaux et de la rébellion communiste, Tchang hésita à se lancer dans une contre-attaque sans issue contre les empiètements territoriaux du Japon, permettant à Mao et ses partisans d'apparaître aux yeux de nombreux Chinois, et surtout de segments importants des élites chinoises, comme les seuls tenants de la cause nationaliste. Réfugié à Chongqing de 1938 à 1945, le gouvernement du KMT abandonna largement au PC le terrain politique des zones occupées, renforçant l'identification entre cette formation et la résistance anti-japonaise (et laissant Mao étendre son emprise sur cette partie du pays). Mais le KMT n'en demeurait pas moins très nationaliste, ayant sacrifié ses meilleurs officiers à la défense de Nankin en 1938 et négociant pied à pied avec les Alliés, et en particulier les Américains, le retour des possessions chinoises arrachées par le Japon, et parmi celles-ci, Taiwan (conférence du Caire, 1943). Il n'en reste pas moins que la guerre sino-japonaise a favorisé en Chine en 1949 la victoire politique du nationalisme conservateur, totalitaire et aux tendances xénophobes du PC sur le nationalisme libéral, constitutionnel et pro-occidental, sinon encore démocratique du KMT d'après-guerre.

21 Ce cadre historique est important car ces quatre principaux courants nationalistes continuent d'être représentés en Chine populaire. A la faveur du lancement des réformes en 1979, puis de la reprise en main consécutive au massacre de Tian'anmen (1989), ces diverses facettes du nationalisme chinois ont vu leur influence respective évoluer. Mais comme nous allons le voir, cette évolution est loin d'être achevée. En raison de la mort progressive de l'idéologie communiste sous les coups de boutoir successifs des réformes, de l'ouverture et de l'effondrement du bloc soviétique, la direction du PC est davantage tentée depuis 1989 d'instrumentaliser la dimension anti-occidentale et surtout anti-japonaise du nationalisme chinois. Et certains segments des élites chinoises ont utilisé ce courant idéologique pour renforcer soit leur influence sur le pouvoir, soit leur contestation du système actuel. Cependant, le recul progressif des contrôles sur les débats intellectuels a favorisé la réémergence en Chine aujourd'hui de plusieurs formes concurrentes de nationalisme, mettant à nouveau au jour le caractère fondamentalement pluriel de ce phénomène, en particulier au sein des élites.

## **Le nationalisme dans la Chine d'aujourd'hui**

22 Le nationalisme a toujours fait partie du discours officiel du PC chinois. Néanmoins, pour des raisons qui tiennent à son idéologie et à ses liens avec l'internationale communiste, celui-ci a pendant longtemps préféré à ce concept, celui de « patriotisme » ( aiguozhuyi) censé être plus aisément conciliable que le nationalisme proprement dit (autrefois dénoncé par Mao et ses camarades) avec « l'internationalisme prolétarien » auquel ce parti déclarait adhérer<sup>13</sup>. La faillite du mouvement communiste international, puis le démantèlement de l'Union soviétique, n'ont pas directement remis en cause la notion de patriotisme. Est encore aujourd'hui considéré par les autorités de la République populaire comme « patriote » tout Chinois qui fait allégeance à cet Etat, lui rend service et accepte la direction du PC, qu'il soit communiste ou pas. Ainsi, Pékin continue de décerner ce « label » honorifique à de nombreux Chinois d'outre-mer qui se sont rapprochés du continent au détriment de Taiwan. Néanmoins depuis Tian'anmen et l'effondrement du bloc soviétique, la notion de nationalisme a peu à peu retrouvé sa place dans le discours du PC, ouvrant la porte à l'expression au sein des élites intellectuelles d'un « nouveau nationalisme », plus populiste et autonome, qui a dépassé depuis le milieu des années 1990 les limites du nationalisme d'Etat fixées par le Parti<sup>14</sup>. Cette évolution a incité en retour les cercles dirigeants à adopter une attitude ambivalente par rapport à ce courant, hésitant entre une instrumentalisation et une mise sous contrôle, notamment dans le but de conserver une plus ample marge de manœuvre sur le plan international.

## **La montée en puissance du nationalisme d'Etat après Tian'anmen**

23 La montée en puissance du nationalisme après Tian'anmen a été dès le départ multidimensionnelle. Il y a tout d'abord eu l'irruption d'un nationalisme d'Etat que certains ont qualifié « de substitution »<sup>15</sup>, parce qu'il venait en grande partie remplacer une idéologie communiste qui avait montré son inanité et surtout son inadéquation avec la réalité économique et sociale que le PC laissait s'instaurer en Chine. Apparue dès 1991, ce nationalisme participe de la transformation du PC en un Parti de gouvernement ( zhizhengdang), démontrant chaque jour ses qualités de gestionnaire et présidant aux destinées d'un « grand pays » ( daguo) appelé à monter irrémédiablement en puissance et donc à terme à dépasser les Etats-Unis.

24 Si ce nationalisme d'Etat fut un temps, dans les années 1990, séduit par les « valeurs asiatiques », aujourd'hui il s'efforce surtout de retrouver dans la tradition impériale et confucéenne chinoise les fondements d'un territoire national légitime, d'une identité nationale autoritaire et d'un gouvernement par la vertu ou la bienveillance ( renzheng). Sur le plan extérieur, ce nationalisme préconise une diplomatie et une politique de sécurité entièrement fondée sur les intérêts nationaux ( guojia liyi), une notion auparavant absente du discours du PC chinois, et la reconquête du périmètre impérial (en particulier de Taiwan). Il est surtout plus largement utilisé par les autorisés de Pékin qui, à tout moment, cherchent à placer leurs partenaires dans une position d'infériorité, mettant par exemple constamment en avant leur histoire et leur civilisation cinq fois millénaire, ou à renforcer leur main dans les négociations,

jetant dans la balance les sentiments, voire la colère nationalistes supposés de la majorité de leurs compatriotes.

- 25 Ayant pris pour cible, au lendemain de Tian'anmen, l'ensemble des pays occidentaux qui étaient soupçonnés de favoriser « l'évolution pacifique » (heping yanbian) de la Chine vers la « démocratie bourgeoise », ce nationalisme d'Etat a ensuite concentré ses attaques contre deux pays qui touchent de près la Chine et ont un intérêt particulier dans la question de Taiwan : les Etats-Unis et le Japon. La visite privée du Président taiwanais Lee Teng-hui aux Etats-Unis en 1995 déclencha une offensive officielle sans précédent contre Washington autour du thème de l'inévitabilité de la réunification de l'île rebelle avec la « mère patrie »<sup>16</sup>. La perspective du retour de Hong Kong (1997) puis de Macao (1999) à la Chine n'était pas étrangère à cette instrumentalisation de la question taiwanaise. Cependant, les attaques contre les Etats-Unis, accusés de vouloir entraver la satisfaction de la légitime revendication chinoise, s'inscrivaient dans une montée des tensions bilatérales, elles-mêmes alimentées par divers irritants<sup>17</sup>.
- 26 Au cours de la même période, le PC chinois intensifia ses critiques contre le Japon, le stigmatisant pour toute une série de raisons : d'une part, pour sa volonté de renforcer ses liens de sécurité avec les Etats-Unis (illustrée notamment par l'adoption en 1997 de nouvelles Guidelines for US-Japan Defense Cooperation et en février 2005 d'une déclaration qui élevait Taiwan en objectif stratégique commun) et de rehausser ses relations avec Taiwan, et, d'autre part, son refus persistant de présenter des « excuses sincères » pour les crimes qu'il avait commis au cours du second conflit mondial, de mettre fin aux visites officielles au sanctuaire de Yasukuni, un sanctuaire où sont conservés les tablettes funéraires des 2, 5 millions de soldats morts au cours de la seconde guerre mondiale, dont celles de 14 criminels de guerre, de mieux contrôler l'édition de manuels d'histoire aux tendances révisionnistes et, enfin, de céder sur la question de l'archipel des Senkaku (Diaoyutai). La présentation par Tokyo d'excuses écrites à Séoul en 1998 fut l'occasion d'une offensive officielle de Pékin destinée à obtenir le même engagement (alors que des excuses verbales avaient déjà été formulées en 1995). Cependant, parce que Jiang Zemin ne voulut pas promettre de mettre fin aux critiques chinoises de l'attitude du gouvernement japonais sur les événements liés à la guerre, celui-ci n'accéda pas à cette demande, provoquant, après l'échec de la visite de Jiang au Japon en 1998, une nouvelle salve d'attaques nationalistes du PC chinois.
- 27 Attisé par certains intellectuels qui avaient choisi de servir le pouvoir post-Tian'anmen, tel He Xin<sup>18</sup>, ce nationalisme d'Etat a aussi favorisé l'irruption d'un nationalisme populiste dont les manifestations les plus extrêmes ont rappelé la xénophobie et l'anti-occidentalisme du « nationalisme primitif » de la fin du XIXe.

## L'irruption d'un nouveau nationalisme populiste en Chine

- 28 La place centrale qu'occupe le nationalisme dans l'idéologie du PC chinois depuis 1989 a favorisé l'expression, en particulier au sein des élites intellectuelles, d'un nationalisme populaire, autonome et aux tendances populistes à partir de la seconde partie des années 1990, période marquée par la crise du détroit de Formose (1995-1996), le bombardement américain de l'ambassade de Chine à Belgrade (1999) et plus récemment les manifestations d'avril 2005 contre le Japon. Les qualificatifs « populaire », « autonome », et « populistes » méritent une explication. En effet, dans quelle mesure ce nationalisme reflète-t-il les sentiments de segments significatifs de la société chinoise ? Est-il véritablement autonome par rapport au nationalisme d'Etat propagé par le PC chinois ? Dans un pays où l'Etat contrôle étroitement les médias et les actions organisées, cette autonomie n'est-elle pas forcément limitée et sujette à manipulations par le pouvoir, ou certains segments du pouvoir ? Et les tenants de ce nationalisme sont-ils tentés de rechercher le soutien du corps social par la critique de ce qu'ils perçoivent comme autant de faiblesses ou de compromissions du gouvernement, et des élites officielles, face à l'étranger ?
- 29 Les années 1980 ne furent pas exemptes de mouvements nationalistes autonomes. Par exemple, les manifestations estudiantines contre la révision des manuels scolaires japonais en 1985 cherchaient déjà à peser sur la politique japonaise du pouvoir (et de fait elles contribuèrent à la chute de Hu Yaobang, un partisan convaincu de la réconciliation avec



Tokyo). Mais d'une manière générale, le corps social chinois fasciné par la découverte du monde extérieur, chercha beaucoup plus à apprendre de l'Occident, à jalouser sa prospérité et rechercher sa liberté qu'à le rejeter, s'en méfier ou dénoncer sa position dominante. En outre, les débats de politique étrangère étaient encore très contrôlés, limitant toute participation autonome et publique de la société, et surtout des élites intellectuelles, à ceux-ci.

30 Les choses changèrent progressivement après Tian'anmen. Et c'est probablement la parution en 1994 du livre de Wang Shan, un ancien garde rouge devenu écrivain, *Regarder la Chine à travers le troisième œil* qui annonça la réapparition en Chine d'un nationalisme et d'un discours critique de politique étrangère justement autonomes et populistes. Inquiet de la fracture sociale croissante provoquée par les réformes et nostalgique de la période maoïste, Wang estimait que seul un Etat autocratique et élitiste pouvait permettre à la Chine de rester stable, de réussir son développement et de redevenir une grande puissance. Parallèlement, il développait un discours d'opposition au libéralisme et en particulier aux Etats-Unis, qu'il accusait d'avoir encouragé et soutenu le printemps de Pékin de 1989 et de chercher à renverser le PC chinois parce que, entre autres choses, celui-ci possédait l'arme nucléaire. Toutefois, comme pour se rassurer, et prolongeant le discours nationaliste d'Etat, il jugeait que l'Amérique était sur le déclin et que l'avenir appartenait à l'Orient<sup>19</sup>.

31 Cette opinion était alors encore minoritaire au sein des élites intellectuelles et relayée par peu de publications, mis à part la nouvelle revue *Stratégie et gestion* (*Zhanlüe yu guanli*), qui, lancée fin 1993 avec le soutien d'importants responsables du PC et de l'armée (dont les généraux Xiao Ke et Zhang Aiping), avait commencé à développer, sous la plume d'auteurs comme Yan Ping ou Wang Xiaodong, un nationalisme ombrageux, agressif et populiste.

32 C'est la crise du détroit de Taiwan qui probablement contribua le plus à la montée du nationalisme populiste au sein de la société chinoise. En effet, dès 1994-1995, plusieurs sondages laissaient apparaître par exemple un soutien populaire évident à la politique de réunification avec Taiwan et une nette augmentation des sentiments anti-américains au sein de la jeunesse chinoise. Organisés dans une société fermée où les points de vue extérieurs sont systématiquement déformés ou censurés, ces sondages offrent des résultats clairement discutables. Il n'en demeure pas moins qu'ils inspirèrent directement les nombreux livres nationalistes publiés à partir de 1996 et dont le plus connu fut *La Chine peut dire non* (*Zhongguo keyi shuo bu*). Ecrits par de jeunes intellectuels (Qiao Bian, Zhang Zangzang et Song Qiang) sur le modèle du Japon peut dire non du député d'extrême-droite Shinaro Ishihara, cet ouvrage fut suivi par de nombreux autres qui tentèrent d'exploiter, à des fins souvent avant tout commerciales, ce nouveau « filon ».

33 Ces intellectuels étaient parvenus à capter les sentiments d'une partie non négligeable de l'opinion et à les systématiser dans un discours qui dépassait, sans le contredire, celui du Parti. Toutefois, ces pamphlets nationalistes qui diabolisaient les Etats-Unis étaient le fait d'une élite relativement restreinte. La plupart des auteurs étaient de jeunes intellectuels réunis dans ce que la presse chinoise appela alors le « club qui dit non » (*shuo bu julebu*), d'une dizaine de membres. Parmi ceux-ci l'on comptait alors Liu Kang et Li Xiguang qui publièrent en décembre 1996 *Dans les coulisses de la diabolisation de la Chine* (*Yaomohua Zhongguo de beihou*), une dénonciation au vitriol des médias américains<sup>20</sup>.

34 L'outrance des propos tenus, l'idée d'un complot de l'Occident et en particulier des Etats-Unis destiné à empêcher la Chine de se développer et donc de se renforcer, ainsi que la volonté — et la certitude — affichées d'élever la Chine au rang de première puissance du monde et donc de mettre fin à l'hégémonie américaine, tous ces thèmes traduisaient, au sein des élites chinoises, à la fois une prise de conscience et un profond sentiment d'insécurité. Prise de conscience par rapport aux années 1980 que l'Occident ne pouvait apporter à la Chine l'ensemble des réponses à ses problèmes, et sentiment d'insécurité face aux critiques étrangères de leur pays, et surtout aux risques d'échec économique ou d'instabilité sociale que ces critiques évoquaient.

35 Fascinés par la réussite occidentale au cours de la première décennie qui suivit l'ouverture, ces intellectuels étaient désormais tentés de voir dans l'Occident sinon toujours la cause de leurs maux du moins l'obstacle principal à la réalisation du destin de grande puissance de leur pays. C'est pourquoi, inquiets face aux implications de la mondialisation de l'économie

chinoise, ils se montraient souvent hostiles à l'accession de la Chine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et critiques à l'égard de la supposée faiblesse de leur gouvernement dans la négociation. Enfin, ils développaient l'idée qu'en raison de l'ancienneté de leur civilisation, la grandeur de leur culture, et les qualités intrinsèques de la « race chinoise » (*hanzu*), leur pays pouvait légitimement revendiquer une première place dans le monde que les Américains, dont la culture était constamment présentée comme jeune et superficielle, avaient finalement usurpée en tirant parti de l'affaiblissement provisoire de celui-ci. Il s'agissait donc pour la Chine en se hissant au-dessus des Etats-Unis, de laver l'humiliation infligée par l'Occident (et le Japon) à partir de 1840.

36 L'on perçoit évidemment dans ce discours l'influence directe de la propagande communiste destinée à l'intérieur du pays et que l'on retrouve par exemple dans les manuels scolaires. Celle-ci a toujours plus justement reflété la position de la direction du PC chinois que le discours plus policé et plus prudent diffusé par celui-ci sur la scène internationale et est pétrie d'un profond sentiment de supériorité (qui classiquement cache un complexe d'infériorité évident). Il en est de même du nationalisme propagé au sein des forces armées et dont certaines études ont montré le caractère profondément anti-américain et anti-japonais<sup>21</sup>. Néanmoins, les intellectuels nationalistes développèrent des idées anti-américaines, anti-japonaises, anti-OMC et parfois même racistes qui manifestement, outrepassaient le discours même interne des autorités de Pékin. Certes, celles-ci les laissèrent publier et diffuser ces thèses. Et en ce sens, l'on ne peut s'empêcher de soupçonner une certaine complicité ou, on l'a déjà dit, une tentation d'instrumentalisation de ce discours outrancier, permettant au gouvernement chinois d'apparaître aux yeux du monde comme partisan d'un nationalisme modéré et tolérant, ou pour ainsi dire « centriste ». Il n'en reste pas moins que les Wang Xiaodong et autres Song Qiang développèrent dès cette époque une position et une stratégie autonomes qui alimentèrent largement les manifestations spontanées de mai 1999 de protestation contre le bombardement accidentel de l'ambassade de Chine à Belgrade par les forces de l'OTAN, puis en avril 2005 les démonstrations violentes et probablement moins spontanées contre le Japon<sup>22</sup>.

## Les manifestations de mai 1999 : un tournant dans le nationalisme chinois ?

37 Beaucoup a été dit et écrit sur ces manifestations. Avec le recul, l'on peut tout d'abord affirmer qu'il y eut alors une très nette convergence entre la position du gouvernement et les sentiments exprimés par la rue. Les raisons de cette rencontre étaient cependant loin d'être identiques. D'un côté, le PC chinois réagit d'autant plus vivement à ce bombardement qu'il avait pris fait et cause pour le régime yougoslave de Milosevic qu'il soutenait militairement et s'était opposé aux frappes aériennes de l'OTAN contre la Serbie. Par conséquent, il maintint volontairement sa population dans l'ignorance du drame humain qui se déroulait au Kosovo. Par ailleurs, certains segments de la société déjà très « remontés » contre les Etats-Unis, virent dans cette action une volonté délibérée « d'humilier » la Chine. La résultante de cette convergence fut l'incapacité pour la plupart des Chinois de croire à la thèse de l'accident, thèse que leur gouvernement dénonça également avec force (et par la suite n'accepta jamais formellement). En outre, ce dernier publia avec retard les excuses officielles adressées par l'Administration Clinton et l'OTAN, excuses qui, à peine reçues, furent mises en doute, et considérées par de nombreux manifestants comme « peu sincères ».

38 Toutefois, ce mouvement de protestation constitua aussi un tournant dans l'expression nationaliste en Chine et les rapports Etat-société. Tout d'abord, ce mouvement se développa de manière autonome, donnant lieu à des violences, qui, après avoir été tolérées, purent être en partie contrôlées à Pékin, en dépit des dommages causés à l'ambassade des Etats-Unis, mais beaucoup moins à Chengdu, où le consulat américain fut entièrement brûlé. Pendant environ deux semaines, il fut conseillé aux nombreux étrangers résidant en Chine de limiter le plus possible leurs contacts avec une population locale chauffée à blanc contre les Américains et plus généralement les Occidentaux. C'est Hu Jintao, alors numéro deux du régime, qui fut chargé de demander aux manifestants de mettre fin à leur mouvement, les convainquant apparemment que le meilleur moyen d'éviter d'autres « humiliations » était de travailler dur

et de contribuer au développement et, partant, au renforcement de leur pays. Cette stratégie n'était pas sans risques mais elle réussit à calmer les esprits.

39 Ensuite, les responsables de ce mouvement étaient pour la plupart issus des universités, montrant une fois de plus combien le nationalisme chinois était (re-)devenue une arme permettant aux élites et aux futures élites (les étudiants) de s'exprimer et de peser sur le pouvoir. Par ailleurs, ce mouvement mit au jour le caractère profondément émotionnel du nationalisme chinois. Plutôt que de s'exprimer par une pression constante sur les autorités ou les étrangers, celui-ci se manifeste à travers des moments d'intense mobilisation, pouvant donner lieu à des bouffées de violences anti-occidentales. En 1999, aucune victime étrangère ne fut à déplorer. Mais l'on ne peut exclure qu'à l'avenir, il en soit toujours de même, tant l'histoire du nationalisme chinois, dans sa dimension populiste et « primitive » est émaillée d'agressions contre les étrangers. Les violences anti-japonaises perpétrées ces dernières années et en particulier au cours des manifestations du printemps 2005 ont montré qu'une telle évolution restait possible.

40 Et même temps, les excès de ce mouvement provoquèrent d'importantes divisions parmi les nationalistes chinois. D'un côté, ces excès rapprochèrent les pamphlétaires vulgarisateurs des intellectuels nationalistes les plus connus de la « nouvelle gauche » ainsi que de certains responsables conservateurs du PC opposés à l'accession de la Chine à l'OMC. Les manifestations de mai 1999 leur donnèrent d'ailleurs l'occasion de dénoncer les supposées concessions faites par Zhu Rongji sur ce dossier lors de son voyage aux Etats-Unis le mois précédent. Fang Ning et Wang Xiaodong, les deux principaux organisateurs des sondages de 1994-1995, rédigèrent avec le Song Qiang de La Chine peut dire non une suite tout autant anti-américaine à cet ouvrage, intitulée La Voie de la Chine à l'ombre de la mondialisation (Quanqiu yinying xia de Zhongguo zhi lu). Publié en novembre 1999, ce livre reçut alors le soutien explicite de Yu Quanyu, l'ancien vice-président de la Commission chinoise des droits de l'homme, dirigée par le très conservateur Zhu Muzhi. D'un autre côté, la montée en puissance du nationalisme populiste inquiéta certains intellectuels qui initialement avaient vu dans celui-ci un facteur de stabilité. Déjà en 1998, la revue Stratégie et gestion avait exclu Wang Xiaodong de la liste de ses collaborateurs. Les manifestations de 1999 accusèrent cette évolution. Par exemple, ces événements amenèrent Xiao Gongqin, un intellectuel décrit comme néo-conservateur au cours des années 1990 mais en réalité plutôt libéral quoique nationaliste, à dénoncer l'extrémisme ainsi que le caractère émotionnel et déstabilisateur de ce nouveau courant, source à ses yeux de l'échec de nombreuses réformes en Chine (y compris celles de Kang Youwei)<sup>23</sup>.

41 Enfin, la mobilisation nationaliste de mai 1999 constitua une leçon pour la direction du PC chinois, du moins une partie d'entre elle. Après avoir pendant une dizaine d'années nourri et attisé les sentiments nationalistes du corps social, le gouvernement de Pékin réalisait que ceux-ci lui échappaient et pouvaient non seulement réduire sa marge de manœuvre en matière internationale mais à terme le déstabiliser. C'est la raison pour laquelle après 1999, sans réprimer ouvertement le « nationalisme populiste », les autorités chinoises se sont efforcées pendant plusieurs années de le canaliser et de mieux le contrôler, atténuant progressivement, en particulier à compter de 2000-2001, une stratégie de politique étrangère qui avait plus contribué à forger la perception d'une menace chinoise, notamment aux Etats-Unis et au Japon, qu'à satisfaire les revendications des nationalistes populistes. A cet égard, le 11 septembre 2001 a facilité la tâche du gouvernement chinois. Mais l'attitude de ce dernier à l'égard de nationalisme est restée profondément ambivalente, tant la survie du régime actuel est fondée sur la centralité de cette idéologie. Ainsi, la prudence relative préconisée par Jiang Zemin après les manifestations de 1999 a été clairement remise en cause par Hu Jintao au printemps 2005.

## Les manifestations anti-japonaises du printemps 2005

42 La mobilisation anti-japonaise du printemps 2005 est de nature à établir certaines limites, probablement provisoires, mais réelles à toute émergence d'un mouvement nationaliste autonome en Chine populaire. La question n'est pas ici de juger le bien-fondé moral du mouvement de protestation chinois contre les visites du Premier ministre japonais à

Yasukuni ou l'approbation par le ministère de l'Éducation de manuels scolaires aux tendances révisionnistes : ces deux problèmes, qui suscitent des réactions tout aussi négatives en Corée du Sud par exemple, montrent à n'en point douter la grande ambiguïté d'une partie de la droite japonaise par rapport à la période de la guerre. Elle n'est pas non plus de faire abstraction du contexte général de la montée des sentiments anti-japonais au sein de la société chinoise, entretenus dès le plus jeune âge par le système éducatif et la propagande gouvernementale mais aussi liés à l'émergence de la Chine sur la scène mondiale et marquée par de nombreux incidents au cours de ces dernières années. Les violences verbales et physiques qui ont entouré les matchs de football entre la Chine et le Japon, tenus à Chengdu puis à Pékin, dans le cadre de la Coupe asiatique au cours de l'été 2004 en ont été une illustration marquante.

43 Il n'en reste pas moins que la dialectique entre, d'une part, la mobilisation observée en Chine à partir de mars 2005 et, d'autre part, l'offensive du gouvernement de Pékin contre un certain nombre d'initiatives japonaises est trop étroite pour laisser accroire que le second n'a pas instrumentalisé la première, et a très probablement été à l'origine de celle-ci.

44 En effet, ce qui a déclenché la campagne du PC chinois contre Tokyo a été la déclaration conjointe américano-japonaise du 19 février 2005 relative à la sécurité en Extrême-Orient qui, parmi les nombreux objectifs stratégiques communs affichés, faisait figurer le règlement pacifique de la question de Taiwan. Anodine car n'ajoutant guère de substance aux engagements passés, cette déclaration intervenait néanmoins dans une période difficile, marquée notamment par une rivalité militaire plus nette entre la Chine et le Japon (qu'aviva l'intrusion d'un sous-marin chinois dans les eaux territoriales japonaises en novembre 2004), l'absence de visites au sommet entre les deux pays, du fait des visites répétées du Premier ministre Koizumi à Yasukuni, et des dissensions autour du gisement sous-marin de gaz de Chunxiao, situés dans une zone revendiquée par les deux pays.

45 Dans ce contexte, la pétition contre la candidature du Japon au statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU lancée fin février par « l'Alliance pour la préservation de la vérité sur la guerre sino-japonaise » basée aux États-Unis, puis reprise par plusieurs sites web chinois, étroitement contrôlés par le pouvoir chinois, pouvait avoir quelque chose de suspect<sup>24</sup>. Bien que l'on ne possède aucune preuve tangible venant attester un quelconque rôle des autorités de Pékin dans cette initiative, la part que celles-ci prennent à la manipulation des débats se développant sur l'Internet ne peuvent que jeter un certain doute sur la spontanéité de cette campagne<sup>25</sup>. Cette pétition obtint un énorme succès puisqu'au bout d'un mois, 22 millions de signatures étaient recueillies par voie électronique, et fin avril 40 millions<sup>26</sup>. Peu après, début mars, deux livres de l'auteur libéral Yu Jie, dont *Le Fer* et *la Charrue*, qui demandaient à ses compatriotes de s'informer davantage sur le Japon contemporain avant de « haïr » ce pays, étaient retirés des librairies<sup>27</sup>.

46 Un mois plus tard, début avril éclataient plusieurs manifestations dans diverses villes de Chine dénonçant à la fois la candidature du Japon au Conseil de sécurité de l'ONU et l'attitude générale de ce pays par rapport à son passé, notamment l'autorisation par le ministère japonais de l'Éducation d'un manuel scolaire (distribué à 0,1 % des élèves) minimisant les massacres commis en Chine pendant la guerre ou les visites officielles à Yasukuni. La revendication chinoise sur les îles Senkaku (Diaoyutai) était également évoquée. D'abord organisées à Chengdu et Shenzhen, le 5 avril, ces manifestations s'étendirent à Pékin, le 9 avril puis, une semaine plus tard à Shanghai (16 avril). A Pékin et surtout à Shanghai, des violences verbales et physiques furent commises contre les représentations du Japon avec l'autorisation des autorités chinoises et même, dans cette seconde ville, contre des magasins vendant des produits japonais et plusieurs Japonais, sans que la police démontre une volonté nette d'empêcher que ces personnes fussent tabassées<sup>28</sup>. Les débordements verbaux et destructeurs survenus à Shanghai incitèrent la direction du PC à stopper les manifestations qu'elle avait laissé se tenir, mettant au jour sa grande capacité à soudainement museler un mouvement nationaliste, dont on pouvait penser qu'il avait acquis une certaine autonomie.

47 Certes, les autorités de Pékin bien que refusant de présenter des excuses au gouvernement de Tokyo pour les dommages causés à son ambassade et ses consulats en Chine, décidèrent sous la pression des réactions internationales – et en particulier japonaises – de poursuivre

pénalement les auteurs des violences et de prendre en charge la réparation des bâtiments endommagés (du moins à Shanghai). Mais les informations recueillies après les faits laissent penser que la sécurité publique et la Ligue de la jeunesse communiste, bref le pouvoir, ont joué un rôle déterminant dans le déclenchement et l'organisation des manifestations d'avril. Les responsables de ces manifestations n'étaient pas les représentants spontanés d'une société civile autonome, mais des cadres de ces organisations. Quant aux participants, ils appartiennent soit à la communauté estudiantine, c'est-à-dire à la future élite du pays, soit à ces nouvelles classes moyennes urbaines éduquées, telle celles qui résident aujourd'hui à Zhongguancun, le nouveau quartier des affaires situé à proximité des universités de la capitale<sup>29</sup>. Enfin, ces manifestations rassemblèrent un nombre assez limité de participants (10 000 à 20 000) pour un pays supposé unanimement hostile au Japon.

48 L'ordre donné par le ministre des Affaires étrangères, Li Zhaoxing, le 19 avril, d'arrêter le mouvement fut observé sans broncher par les manifestants d'un jour et la campagne de boycott lancée par ces derniers fit rapidement long feu. D'une certaine manière l'échec de cette campagne montrait son caractère peu « populaire » et surtout guère réaliste dans un pays dont le commerce avec la nation qui se trouve être la cible de ses invectives a atteint en 2004 168 milliards de dollars, plaçant cette dernière au deuxième rang des partenaires de la Chine, derrière les Etats-Unis (252 milliards selon les statistiques américaines).

49 Mais l'on peut penser que la tentation de Hu Jintao et des autorités actuelles de la Chine de brandir l'arme nationaliste et de manipuler la société à des fins de politique étrangère, et en l'occurrence dans le but d'interdire au Japon d'accéder au statut de grande puissance asiatique, n'a pas été sans risques. Elle a laissé apparaître une face peu amène et plutôt antidémocratique de la société chinoise, et surtout de ses élites en herbe, qui n'ont pas hésité à recourir à des slogans racistes (comparant par exemple les Japonais à des cochons) et à des violences physiques pour faire avancer leur cause. Cette tentation a aussi permis à d'autres forces, plus contestatrices, grâce aux outils de communication rapide que sont aujourd'hui en Chine le téléphone portable et l'Internet (lorsque le pouvoir accepte de laisser passer les messages), de s'immiscer dans le mouvement, notamment à Shanghai, mettant au jour le potentiel de protestation antigouvernementale que renferme le pays.

50 Cette dérive du mouvement explique probablement l'éditorial du journal Jiefang ribao (Libération), le quotidien officiel de Shanghai, qui croyait percevoir à travers les manifestations anti-japonaises, non pas un mouvement patriotique mais un « complot »<sup>30</sup>. La réinstrumentalisation du nationalisme décidée par Hu Jintao a enfin provoqué des dissensions au sein de la direction du PC. Cet article du Jiefang ribao était aussi une dénonciation quasi-transparente de la stratégie de Hu et de son effet déplorable tant sur la stabilité sociale et politique que sur l'environnement des affaires, en particulier dans une métropole où la présence économique japonaise est très forte. C'est la raison pour laquelle cet article n'a pas été repris par la presse nationale et, d'après des sources extérieures, les responsables de Shanghai ont été vertement critiqués pour l'avoir publié<sup>31</sup>.

51 Enfin, la stratégie de Hu tournait le dos à plusieurs années d'efforts des spécialistes chinois du Japon (Ma Licheng, Shi Yinhong, Lu Zhongwei, etc.) pour convaincre leur gouvernement d'améliorer les relations avec cet important partenaire, également nationaliste, aujourd'hui moins disposé à céder aux pressions de ses anciennes victimes et dont les ambitions régionales doivent, aux yeux de ces experts, d'une manière ou d'une autre, être prises en compte<sup>32</sup>.

52 Mais cet épisode a montré combien le nationalisme était utile au pouvoir tant pour légitimer sa domination sur la société que pour faire avancer ses intérêts sur la scène internationale et en particulier dans son environnement régional, quitte à nourrir le syndrome de la menace chinoise au Japon et une image négative à l'étranger. Il a aussi marqué les limites de l'émergence d'un nationalisme populiste autonome dont l'existence n'est plus à démontrer mais dont la propension à se trouver manipulé par le pouvoir est désormais également avérée.

## Le nationalisme chinois et la nouvelle dialectique Etat-société

53 Depuis 1999, un jeu complexe s'est donc fait jour entre le pouvoir et la société autour de la question du nationalisme. Aujourd'hui les discussions autour du thème du nationalisme débordent largement les questions internationales et tendent à toucher à la légitimité du régime politique et sa capacité à élever la Chine au rang de première puissance mondiale, quelle que soit la part de rêve que revêt cette ambition. Depuis la fin des années 1990, en dépit de la censure, l'essor de la messagerie électronique et des forums de discussion a favorisé une plus large expression du corps social sur les questions politiques et en particulier le nationalisme<sup>33</sup>. Certains forums se sont spécialisés dans les diatribes nationalistes (tel le Qiangguo [Pays fort], ou le Jianchuan zhishi [Connaissance des bateaux de guerre]). Ces forums tolérés par les autorités, notamment en raison du soutien qu'ils reçoivent au sein de certains cercles dirigeants, sont aussi utilisés par celles-ci qui y voient autant de sondages d'opinion de la société, et en particulier de la population éduquée et dotée d'un accès Internet (environ 100 millions d'utilisateurs en 2005). Mais le PC chinois reste particulièrement attentif à l'utilisation subversive que certains pourraient être tentés de faire du sentiment nationaliste.

### Nationalisme et politique étrangère

54 Aujourd'hui, les questions de politique étrangère sont débattues par un nombre bien plus important de Chinois, en particulier sur les forums de discussion et dans les revues intellectuelles, telle Stratégie et gestion qui fut interdite au cours de l'été 2004 pour avoir publié un article iconoclaste sur la question nucléaire nord-coréenne<sup>34</sup>.

55 Cet épisode met aussi en valeur une plus grande diversification des opinions en politique étrangère. En d'autres termes, y compris au sein des forums ou des revues qui ont servi de vecteurs aux idées nationalistes, ces dernières sont loin de dominer tous les débats. Au contraire, certaines enquêtes tendent à montrer que l'émergence d'une classe moyenne urbaine a contribué à modérer les sentiments nationalistes de la société<sup>35</sup>. L'internationalisation de la Chine et de ses modes de consommation n'est sans doute pas étrangère à cette évolution.

56 Cela étant dit, le gouvernement chinois reste fortement tenté d'instrumentaliser le nationalisme, et en particulier de sa composante populiste, surtout pour ce qui concerne ses relations avec les Etats-Unis et le Japon.

57 Concernant le premier de ces deux pays, Taiwan continue d'occuper une place primordiale. Plus généralement, le rôle stratégique joué par les Etats-Unis en Asie orientale et dans le monde ainsi que sa volonté, perçue comme impériale, d'exporter son système politique, ses valeurs, et sa culture de masse, fait l'objet d'une dénonciation par le PC et les segments nationalistes des élites intellectuelles qui continue d'irriguer la société chinoise. Il en est de même de la perception du Japon, qui reste largement l'otage des courants d'un passé pourtant depuis longtemps révolu. Ainsi, le gouvernement chinois a persisté à placer au centre des relations bilatérales les problèmes liés à la guerre, aux excuses et au sanctuaire Yasukuni, allant même jusqu'à mobiliser la rue contre le gouvernement japonais.

58 Ainsi, les politiques américaine, taiwanaise et japonaise de Pékin sont devenues plus largement tributaires d'une « opinion publique » manipulée par les élites politiques et intellectuelles les plus nationalistes, et parfois la direction du PC. Le gouvernement s'en sert pour renforcer sa main dans ses relations avec Washington, Taipei ou Tokyo. Mais il se retrouve aussi contraint à ruser et masquer tout assouplissement sous un discours intransigeant, voire belliqueux lorsqu'il décide de parvenir à un compromis.

59 L'attrance de nombreux Chinois pour les Etats-Unis, l'importance des échanges économiques et humains avec le Japon peuvent aider ceux qui, au sein du gouvernement, s'efforcent de maintenir la stabilité de ces relations bilatérales, toutes deux essentielles pour la Chine<sup>36</sup>. Mais la pression nationaliste est appelée à rester forte et, conjuguée à la tentation encore souvent présente dans les milieux officiels de l'instrumentaliser, continuera de peser sur la politique étrangère chinoise dans son ensemble, y compris à l'égard de pays limitrophes comme la Russie, l'Inde ou le Vietnam, avec lesquels les problèmes frontaliers ne sont pas complètement réglés ou même l'Union européenne qui persiste à refuser d'accorder à la Chine le statut

d'économie de marché ou élève parfois la voix contre les violations les plus visibles des droits de l'homme dans ce pays.

## Nationalisme et stabilité du régime

- 60 Les nationalistes chinois ont souvent clamé : « Si Taiwan déclare l'indépendance et que le Parti communiste ne fait rien, nous le renverserons ! » Ce propos à l'emporte-pièce met au jour le lien étroit qui a toujours existé en Chine entre la légitimité d'un pouvoir et sa capacité à défendre les intérêts nationaux fondamentaux du pays. Et aux yeux de la majorité des Chinois du continent, ou du moins des élites qui ont le droit de parler pour eux, la question de Taiwan fait partie de ces intérêts fondamentaux.
- 61 Cette relation a conduit un certain nombre de réformateurs, ouvertement favorables à l'instauration d'un régime démocratique en Chine à se réclamer également du nationalisme. C'est le cas en particulier de Wu Guoguang, aujourd'hui professeur à l'Université de Victoria (Canada), ou de Ding Xueliang, professeur à l'Université de sciences et de technologie de Hong Kong. L'on perçoit derrière cette stratégie un souci d'éviter de laisser le nationalisme devenir le monopole des forces conservatrices et proches du PC. Cette approche critiquée par certains réformateurs et démocrates chinois, tels Ma Licheng, ancien journaliste au Quotidien du Peuple, ou Chen Yan, journaliste à Radio France Internationale, car à leurs yeux « liberticide » et source de tensions avec l'extérieur, ne peut être facilement évacuée<sup>37</sup>. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle d'autres penseurs de la sortie de l'autoritarisme, comme Zheng Yongnian, professeur à l'Université nationale de Singapour, s'efforcent d'échafauder un « nationalisme démocratique » opposé au « nationalisme ethnique » du courant populiste<sup>38</sup>.
- 62 Mais l'on mesure la difficulté de cette entreprise, tant les débats autour du nationalisme peuvent être rapidement confisqués par les forces les plus xénophobes et démagogues du pays.
- 63 Au total, le nationalisme chinois constitue une idéologie plus complexe qu'il n'y paraît au premier abord. Au fond, tant au sein du Parti communiste que de la société, les diverses formes de nationalisme que nous avons évoquées existent et continueront probablement à l'avenir de cohabiter. Associé à une Révolution culturelle encore très présente dans les esprits, le nationalisme populiste était peu perceptible dans les années 1980. Au contraire, depuis le milieu de la décennie suivante, il a vu son influence croître rapidement concentrant ses attaques sur les Etats-Unis et le Japon. Traduisant un sentiment d'insécurité face à des pays plus puissants et plus riches, ce nationalisme ne pourrait-il pas refluer à mesure que la Chine voit sa propre puissance s'affirmer et son niveau de vie augmenter ? C'est possible. Mais l'on ne peut exclure pour autant qu'à l'avenir les dirigeants du Parti et certains intellectuels de la nouvelle gauche soient à nouveau tentés, à des fins politiques, de canaliser dans un nationalisme extrême le réservoir de frustrations et de mécontentements que renferme la société chinoise. C'est un jeu dangereux, à double tranchant, mais qui peut se révéler très profitable à ceux qui oseront le conduire. Cela étant dit, en dépit des manifestations anti-japonaises d'avril 2005, ce nationalisme est aujourd'hui moins perceptible au sein de la société chinoise et même des élites, prises dans leur ensemble, annonçant peut-être une évolution positive. Est-ce à dire que la mondialisation de l'économie et de la société chinoise ont déjà contribué à marginaliser ce courant de pensée ? Ou bien faut-il attribuer ce recul au supplément de « face » ( mianzi), propre à laver les « humiliations » passées, qu'a fourni à la société la réussite économique du pays ?
- 64 La partie n'est pas gagnée tant ce processus est gros d'à-coups, voire de crises sociales. En flattant le nationalisme de la société tout en marginalisant sa corruption populiste et belliciste, « la voie de l'émergence pacifique » prônée par Hu Jintao en 2004, avait justement pour but de rassurer les partenaires de la Chine et d'éviter à celle-ci le piège dans lequel tomba l'Allemagne ou le Japon d'avant-guerre. Mais les violences anti-japonaises tolérées par le même Hu en avril 2005 ont montré que le PC restait en partie prisonnier de ses vieux démons. L'avenir du nationalisme chinois dépendra pour beaucoup des élites chinoises et de leur capacité à donner à la société une image à la fois indépendante et exacte des intentions des principaux partenaires de leur pays. Beaucoup dépendra aussi, à n'en point douter, de la manière dont ces partenaires géreront ce nationalisme et, sans céder à ses exigences irraisonnables, sauront lui apporter

des réponses équilibrées et convaincantes. L'on pense évidemment au Japon qui n'a pas su complètement assumer son passé. Beaucoup dépendra aussi et enfin des autorités chinoises et de leur capacité à engager une véritable réforme politique. Car seule une réelle pluralisation du système politique chinois est en mesure de garantir une réconciliation de la société chinoise avec son histoire, un accès indépendant à l'information sur l'étranger, une marginalisation du nationalisme populiste et, partant, l'irruption d'un nationalisme démocratique et tolérant qui, renouant avec Yan Fu, Sun Yat-sen et Hu Shi, saura cohabiter sans heurts avec les autres nationalismes que le monde, et en particulier l'Asie orientale, ont secrétés. Comme une telle évolution continue d'être improbable dans un avenir prévisible, force nous sera de rester vigilants et attentifs face aux diverses manifestations du nationalisme chinois.

---

### Notes

1 Zhao Suisheng, *A Nation-State by Construction. Dynamics of Modern Chinese Nationalism*, Stanford, Ca., Stanford University Press, 2004, pp. 29-31. C'est cette idée qui est reprise par Jia Qingguo de l'Université de Pékin dans son article, « Disrespect and Distrust : the external origins of contemporary Chinese nationalism », in dossier spécial « The Limits of Chinese Nationalism » introduit par William A. Callahan, *Journal of Contemporary China*, vol. 14, n° 42, février 2005, pp. 11-21.

2 James Harrison, *Modern Chinese Nationalism*, Hunter College of the City of New York, Research Institute of Modern Asia, 1969, cité par James Townsend, « Chinese Nationalism », in John Unger (éd.), *Chinese Nationalism*, Armonk, NY, M.E. Sharpe, 1996, p. 2.

3 Ernest Gellner, *Nations et nationalismes*, Paris, Payot, 1989 ; Eric Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780*, Paris, Gallimard, 1992.

4 Sur les liens entre le nationalisme chinois et la race han, cf. Frank Dikötter, *The Discourse of Race in Modern China*, Stanford University Press, 1992.

5 Benedict Anderson, *L'imaginaire national. Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996.

6 Eric Hobsbawm, *Nations et nationalisme depuis 1780*, *op. cit.*

7 Les travaux de Lucien Bianco illustrent à bien des égards ce point, cf. *Les Origines de la révolution chinoise, 1915-1949*, Paris, Gallimard, 1967. L'on serait tenté d'appliquer le personnalisme d'un E. M. Foster à la société chinoise : celui-ci affirmait en effet que s'il avait à choisir entre trahir son pays et trahir ses amis, il espérerait avoir le courage de trahir son pays (*Dictionnaire de la pensée politique. Hommes et idées*, Paris, Hatier, 1989, p. 565).

8 Yves Chevrier, *La Chine moderne*, « Que sais-je ? », Paris, PUF, 1983, p. 20.

9 Andrew Nathan, *Chinese Democracy*, New York, Knopf, 1985.

10 Jean-Philippe Béja, « Naissance d'un national-confucianisme ? », *Perspectives chinoises*, n° 30, juillet-août 1995, pp. 6-11.

11 La décision récente du gouvernement chinois de mettre en place à l'étranger un vaste réseau d'instituts Confucius s'inscrit dans ce projet nationaliste.

12 Benjamin Schwartz, *In Search of Wealth and Power : Yen Fu and the West*, Cambridge University Press, 1964.

13 Cf. Le chapitre XVIII « Le patriotisme et l'internationalisme » des *Citations du Président Mao Tsé-toung*, Pékin, Editions en langues étrangères, 1966, pp. 193-198. Celui-ci y déclare notamment : « Gardons nous de jamais nourrir le moindre orgueil inspiré par le chauvinisme de grande puissance, et de jamais devenir présomptueux par suite de notre triomphe dans la révolution et de certains succès obtenus dans le domaine de l'édification. Grande ou petite, toute nation a ses points forts et ses points faibles ». Directement inspiré par la tradition marxiste et léniniste, ce conseil semble depuis longtemps oublié...

14 Peter Hays Gries, *China's New Nationalism. Pride, Politics and Diplomacy*, Berkeley, University of California Press, 2004.

15 Chen Yan, *L'Eveil de la Chine. Les bouleversements intellectuels après Mao, 1976-2002*, La Tour d'Aigues, Edition de l'Aube, 2002, pp. 151 et suiv.

16 Edward Friedman, « Chinese Nationalism, Taiwan Autonomy and the Prospects of a Larger War », *Journal of Contemporary China*, vol. 6, n° 14, pp. 5-32.

17 Notamment l'échec en 1993 de la candidature de Pékin aux Jeux Olympiques de 2000 et l'inspection inopinée par les Américains la même année du navire chinois *Yinhe* soupçonné



— à tort — de transporter des produits chimiques prohibés à destination de l’Iran, deux épisodes qui nourrissent abondamment le discours de l’ensemble des nationalistes chinois.

18 He Xin déclarait par exemple en 1992 : « Notre pays doit démarrer la machine de propagande pour dénoncer auprès du peuple chinois la volonté des Américains d’anéantir la Chine, cultiver la mentalité de haine envers les ennemis et former un esprit national centripète », cité par Chen Yan, *L’Eveil de la Chine*, op. cit., p. 158.

19 Wang Shan (Luo yi ning ge er, pseudonyme), *Di sanzhi yanjing kan Zhongguo*, Taiyuan, Shanxi renmin chubanshe, 1994 ; cf. aussi Joseph Fewsmith, *China Since Tiananmen. The Politics of Transition*, Cambridge University Press, 2001, pp. 146-151.

20 Pékin, *Zhongguo shehui kexue chubanshe*, 1996.

21 Michael Pillsbury, *China Debates the Future Security Environment*, Washington DC, National Defense University, 2000.

22 Pour une bonne analyse des ambiguïtés et de la pluralité de ce discours nationaliste, cf. Christopher R. Hughes, « Interpreting Nationalist Texts: a post-structuralist approach », *Journal of Contemporary China*, vol. 14, n° 43, mai 2005, pp. 247-267.

23 Xiao Gongqin, « The Kosovo Crisis and the Nationalism of Twenty-first-Century China », in Jean-Philippe Béja & Jean-Pierre Cabestan (éds.), « The Responses of Intellectuals to the Challenges of the Twenty-first Century in China », Part II, *Contemporary Chinese Thought*, automne 2003, vol. 35, n° 1, pp. 21-48 ; cf. aussi Fewsmith, *China Since Tiananmen*, op. cit., p. 217.

24 Cette initiative a été relatée de manière très positive par la presse chinoise, cf. *China Daily*, 23 mars 2005 (Internet).

25 *Nanfang zhouno (Southern Weekend)*, 19 mai 2005.

26 *New York Times*, 1er avril 2005.

27 BBC, 30 mars 2005.

28 D’après des témoignages directs, la police a assisté impassible aux jets de pierres et autres violences contre l’ambassade du Japon à Pékin, puis au bout d’une demi-heure, ses responsables ont aimablement indiqué aux manifestants : « Camarades, vous êtes fatigués ! Maintenant vous rentrez sur vos campus » (Tongzhimen, nimen xinku le ! Xianzai nimen huiqu xuexiao). Entretiens, Pékin, mai 2005. Les chaînes de télévision japonaise ont montré en boucle ces agressions contre leurs compatriotes.

29 Entretiens, Pékin, mai 2005 ; Reuters, 9 avril 2005 ; AP, 16 avril 2005.

30 *Jiefang ribao*, 25 avril 2005.

31 *Zhengming*, mai 2005, pp. 6-8. Une autre explication avancée est que la municipalité de Shanghai a laissé volontairement les débordements décrits se produire afin de fragiliser Hu Jintao dans la lutte qui oppose depuis la mise à la retraite de Jiang Zemin en septembre 2004 le nouveau pouvoir pékinois et la « clique de Shanghai » autrefois soutenue par Jiang et aujourd’hui encore représentée au sommet par Wu Bangguo, Zeng Qinghong, Huang Ju et Chen Liangyu, le secrétaire de Shanghai. Mais aucune preuve ne vient confirmer cette « stratégie du pire ».

32 Leurs analyses ont été publiées en bonne place dans les revues *Zhanluë yu guanli* (Stratégie et gestion) ou *Xiandai guoji guanxi* (Relations internationales contemporaines).

33 Joseph Fewsmith & Stanley Rosen, « The Domestic Context of Chinese Foreign Policy : does ‘Public Opinion Matter ? », in David M. Lampton (éd.), *The Making of chinese foreign and Security Policy in the Era of Reform*, Stanford University Press, 2001, pp. 151-187.

34 N° 4 (juillet-août 2004). Dans cet article, le chercheur Wang Zhongwen conseillait aux Etats-Unis de se désengager de la question et de laisser la Chine prendre ses responsabilités, c’est-à-dire de peser elle-même sur Pyongyang puisque son intérêt est réellement de favoriser l’instauration d’une péninsule coréenne dénucléarisée.

35 Alastair Iain Johnston, « Chinese Middle Class Attitudes Towards International Affairs : Nascent Liberalization ? », *The China Quarterly*, n° 179, septembre 2004, pp. 603-628.

36 La notion de « nationalisme positif » discutée par Chen Zhimin, prend en compte ces contraintes et rejoint d’une certaine manière le concept de « nationalisme pragmatique », cf. Chen Zhimin, « Nationalism, Internationalism and Chinese Foreign Policy », *Journal of Contemporary China*, vol. 14, n° 42, février 2005, pp. 35-53. Sur les relations entre nationalisme et politique étrangère, cf. aussi William A. Callahan, « Nationalism, Civilization and Transnational Relations: the discourse of Greater China », *Journal of Contemporary China*, vol. 14, n° 43, mai 2005, pp. 269-289.

37 Chen Yan, *L'Eveil de la Chine*, *op. cit.*, pp. 160 et suiv.

38 Zheng Yongnian, *Discovering Chinese Nationalism in China. Modernization, Identity, and International Relations*, Cambridge University Press, 1999.

---

### ***Pour citer cet article***

#### Référence électronique

Jean-Pierre Cabestan, « Les multiples facettes du nationalisme chinois », *Perspectives chinoises* [En ligne], 88 | mars-avril 2005, mis en ligne le 01 avril 2008, consulté le 23 juillet 2015. URL : <http://perspectiveschinoises.revues.org/739>

---

### ***Droits d'auteur***

© Tous droits réservés

---

### ***Résumé***

Si le nationalisme chinois, pour des raisons qui tiennent à l'histoire, est à bien des égards spécifique, il traduit depuis le début de l'époque contemporaine, c'est-à-dire la Guerre de l'Opium (1840), le profond sentiment d'insécurité des élites chinoises. Toutefois, par-delà ce sentiment d'insécurité, plusieurs formes de nationalisme cohabitent : un nationalisme officiel, inspiré par l'idéologie communiste et le souci du Parti communiste de maintenir son monopole sur la chose politique, proche du nationalisme modernisateur mais autoritaire de nombreux révolutionnaires chinois du début du XXe siècle ; un « nationalisme primitif » et revanchard, aux tendances racistes, disséminé au sein de la société par les segments les plus anti-étrangers des élites chinoises ; et un « nationalisme pragmatique » qui tire sa légitimité de la réalité économique et sociale chinoise actuelle sans pour autant rejeter a priori l'influence étrangère. Ce nationalisme peut-il, à terme, accoucher d'un nationalisme démocratique, à la fois mesuré, ouvert et soucieux de défendre non seulement les intérêts de la nation chinoise mais aussi ceux des hommes et de femmes qui y appartiennent ? Les manifestations anti-américaines de 1999 et les violences anti-japonaises du printemps 2005 mettent en lumière la difficulté de cette évolution et la persistante tentation du pouvoir chinois d'instrumentaliser la seule idéologie qui lui permette de prolonger son espérance de vie.